



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
71321 Chalon-sur-saône Cedex

Chalon-sur-saône, le 23/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE**

Lieu-dit Pont de Colonne - BP 27  
21230 Arnay-Le-Duc

Références : LE/FF/2024/C\_133  
Code AIOT : 0005400537

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2024 dans l'établissement GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE implanté LES CAMUZEUX 71710 Marmagne. L'inspection a été annoncée le 22/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE
- LES CAMUZEUX 71710 Marmagne
- Code AIOT : 0005400537
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Marmagne est une carrière de roche massive éruptive (granit) produisant des graves destinées à des applications routières, sous couches de roulement.

L'inspection relève du plan pluriannuel de contrôle, d'un site prioritaire.

L'inspection a porté sur la conduite de l'exploitation (plans d'évolution), les installations de la carrière (distribution de carburant, ensemble du site pour les installations et la sécurité électrique) ainsi que sur la prévention de la pollution atmosphérique et la protection des ressources en eau.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conduite exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 2.2.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 7.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conduite exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 2.4	Sans objet
3	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 2.1.3	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 3.1.3	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Sans objet
6	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet
8	Distribution de carburants	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 8.1.4	Sans objet
9	Distribution de carburants	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 8.1.6	Sans objet
10	Distribution de carburants	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 8.1.7	Sans objet
11	Distribution de carburants	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 8.1.9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de relever quelques non-conformités et demandes de compléments :

- 2 gradins de hauteur supérieure à 15 m et absence de lisibilité de la cote du fond de fouille

- en eau du site
- l'absence d'un compteur d'eau sur une citerne de 10 m<sup>3</sup> d'eau d'exhaure (alimentée par le bassin de fond de fouille)
- demande de compléments sur un défaut de continuité électrique à la terre au niveau d'un tapis après scalpeur (support métallique)

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conduite exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 2.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, épaisseur extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  La bordure haute de l'excavation se situera au maximum à 450 NGF au sud de la carrière et à 430 NGF à l'ouest et à l'est. La hauteur maximale des gradins ne dépasse pas 15 m. En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 317 m NGF.
<b>Constats :</b>  Un plan du site au 1/2000, daté d'avril 2024 a été présenté. Il indique une cote minimale d'extraction de 326 m NGF en bord du fond de fouille, et ce fond de fouille (bassin d'exhaure) à 319 m selon les déclarations de l'exploitant. Les cotes maximales des bordures d'excavation Sud et Est et Ouest sont respectées (respectivement 450 m NGF, 420 m NGF, 430,9 m NGF).  <u>Demande de compléments :</u> Indiquer la cote du fond de fouille (bassin d'exhaure).  <u>Non conformité :</u> Sur le plan fourni, il apparait au Sud de la carrière, deux gradins supérieurs à 15 m (de hauteur de 20 m). Toutefois, à l'observation visuelle sur le site de la carrière, il n'apparait pas de signe d'instabilité au niveau du front de taille Sud de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Conduite exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plan d'évolution
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportées: <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50m,</li> </ul>

- les positions des fronts,
- les cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- les installations fixes de toute nature (basculs, locaux, installations de traitement,...),
- les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte, de stockage de matériaux inertes.
- les bornes,

**Constats :**

Le plan présenté de la carrière à l'échelle 1/2000, daté d'avril 2024 montre :

- le périmètre autorisé de la carrière ainsi que la bande des 50 mètres autour du périmètre autorisé,
- les fronts de taille,
- les cotes d'altitude,
- les zones réaménagées,
- les installations de la carrière (installation de traitement, bureaux, ateliers, aires de stockage des produits finis, stockage des inertes externes et découverte, aires étanches, zone de distribution de carburant, bassins de décantation, bassin de fond de fouille et pompe, bornage).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Aménagements préliminaires**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 2.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Information du public

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents, son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

**Constats :**

L'exploitant a apposé à l'entrée du site, un panneau d'affichage sur lequel figurent de manière claire et lisible :

- l'identité de l'exploitant,
- la date et la référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation,
- la nature des travaux,
- le lieu de la mairie où peut être consulté le plan de remise en état de la carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 3.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions et envols de poussières

**Prescription contrôlée :**

<p>L'exploitant doit prendre des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières, en particulier les émissions de poussière sur les installations de traitement des matériaux sont abattues par pulvérisation d'un brouillard d'eau ou par tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Les « jetées » des convoyeurs de matériaux fins émettant des poussières doivent être équipées de gaines souples limitant les risques d'envol. La surface des tas de matériaux pulvérulents doit être protégée ou traitée pour éviter la dissémination des poussières au vent.</p> <p>Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare avoir remplacé les gaines souples au niveau des jetées des convoyeurs destinées à limiter les envols des poussières par un système d'aspersion pour cause d'usure rapide de ces gaines due à l'abrasivité des matériaux déchargés. Les arroseurs sont visibles mais n'étaient pas en fonctionnement le jour de l'inspection car l'installation de traitement des matériaux était en arrêt pour cause de maintenance.</p> <p>L'exploitant arrose les pistes de la carrière par une citerne d'eau tractée par un tracteur de type agricole.</p> <p><u>Demande de compléments :</u></p> <p>Transmettre une photographie de l'aspersion en fonctionnement au niveau des jetées des convoyeurs lors du fonctionnement de l'installation de traitement des matériaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li> <li>- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li> <li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</li> </ul> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf</p>

situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
<b>Constats :</b>  Le plan de surveillance présenté comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une station témoin (type a)</li> <li>• 3 stations de type b</li> <li>• 2 stations de type c</li> </ul> La campagne de mesure présentée dure 30 jours (du 23 avril au 23 mai 2024).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Retombées atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.  Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m <sup>2</sup> /jour.  L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.  En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
<b>Constats :</b>  Les résultats sur les stations de mesures de type b (jauges de retombées de norme NFX 43-014), retombées de poussières totales (solubles et insolubles) sont inférieurs à 500 mg/m <sup>2</sup> /jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Protection des ressources en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation de prélèvement d'eau potable est munie d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable sur le réseau d'eau potable. Le relevé est effectué régulièrement et les

résultats sont inscrits sur un registre. L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées le registre des consommations d'eau. L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.

Les eaux utilisées pour l'abattage des poussières au niveau des installations de traitement et des pistes, pour le lavage des équipements et des engins mobiles et pour l'alimentation en eau de l'installation de lavage de roues et de la rampe d'aspersion, sont prélevées du fond de fouille via une citerne tampon d'un volume égal à 10 m<sup>3</sup>. Cette citerne est équipée d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé est effectué régulièrement et les résultats sont inscrits sur un registre. L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées le registre des consommations d'eau.

**Constats :**

L'installation d'alimentation en eau potable (réseau public) est munie d'un disconnecteur. L'exploitant a présenté le registre des consommations d'eau puisées dans le réseau public (1er semestre 2024).

L'exploitant dispose d'une citerne tampon de 10 m<sup>3</sup> d'eaux destinées à l'abattage des poussières (installations de traitement, pistes, rampe d'aspersion, lavage des engins, roues). Ces eaux sont prélevées dans le bassin de fond de fouille de la carrière (eaux d'exhaure).

Actuellement, l'exploitant mesure les consommations d'eaux de cette citerne tampon en mesurant la différence entre le compteur d'eau d'exhaure et le compteur d'eau de l'installation de traitement (eaux destinées au dépoussiérage). Cette différence est opérée depuis le poste de pilotage de l'installation de traitement, sur la supervision informatique de l'installation de traitement.

Les compteurs d'eau installés pour le process du site sont des compteurs de type horaire asservis aux pompes concernées (pompe exhaure et pompe installation).

Le registre de consommation d'eau du site a été présenté (exhaure, installation, R3 (citerne tampon), citerne d'eau mobile, réseau public).

La citerne d'eau tampon de 10 m<sup>3</sup> alimentée en eaux d'exhaure (bassin de fond de fouille) n'est pas équipée d'un compteur d'eau.

L'exploitant a expliqué qu'il projetait de remplacer les compteurs horaires des eaux de process (alimentées par le bassin de fond de fouille) par des compteurs volumétriques dont l'installation d'un compteur volumétrique au niveau de la cuve tampon de 10 m<sup>3</sup>. Il possède déjà ces compteurs d'eau volumétriques destinés à être mis en place.

Non conformité :

Absence de compteur d'eau au niveau de la citerne tampon de volume 10 m<sup>3</sup> située au niveau de l'atelier.

Demande de conformité :

Fournir une photographie qui justifiera de l'installation du compteur d'eau volumétrique au niveau de la citerne tampon de 10 m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois



**N° 8 : Distribution de carburants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 8.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à la terre des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, bâtiments, charpentes...) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté son dernier rapport de vérification périodique annuelle des installations électriques en date du 6/11/2023. Le certificat Q18 de l'APAVE indique que l'installation électrique, vérifiée complètement, ne peut pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion. Ce document indique aussi que le schéma de liaison à la terre de l'installation électrique (BT) du site est de type : TN-C-S (neutre à la terre et masses au neutre, schémas TN-C et TN-S utilisés (combinés) sur l'installation électrique du site).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Distribution de carburants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 8.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente selon la réglementation en vigueur.  L'installation électrique comportera un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution du carburant. La commande de ce dispositif sera placée en un endroit facilement accessible.
<b>Constats :</b>  L'installation électrique de la distribution de carburant a été contrôlée par l'APAVE (vérification périodique annuelle) comme le montre le certificat Q18 (vérification complète de l'installation électrique de l'établissement) selon le référentiel APSAD D18 (chapitre 2), contrôle daté du 06/11/2023. L'installation électrique est visiblement en bon état (armoie électrique, composants). Elle est munie d'une coupure générale, permettant l'arrêt total de la distribution de carburant. La commande de la coupure générale électrique est facilement accessible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Distribution de carburants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 8.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Interdiction des feux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un " permis de feu ". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents. Les prescriptions que doit observer l'usager seront affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes et ce au niveau de chaque appareil de distribution. Elles concerneront notamment l'interdiction de fumer, d'utiliser un téléphone portable (le téléphone doit être éteint), d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.
<b>Constats :</b>  Au niveau de la station de distribution de carburant, l'exploitant a apposé des pictogrammes indiquant lisiblement l'interdiction d'apporter du feu, de fumer, ainsi que d'utiliser un téléphone portable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Distribution de carburants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 8.1.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation sera dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et, à minima, protégée comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>• pour chaque îlot de distribution : un extincteur homologué 233 B,</li><li>• pour l'aire de distribution et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables : une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque (sans être inférieure à 100 litres) et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre (la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ),</li><li>• pour le tableau électrique : un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes),</li><li>• sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu.</li></ul>
<b>Constats :</b>  La station de distribution de carburant est en tant que moyens de défense incendie, équipée d'un extincteur de type 233 B, de produits absorbants visiblement de quantité supérieure à 100 L (protégée dans un conteneur à couvercle, à l'abri des intempéries), d'une couverture anti-feu ainsi que d'un extincteur à CO2 (2 kg) auprès de l'armoire électrique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Risques technologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations électriques - mise à la terre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  L'installation électrique du site a été vérifiée complètement, selon le certificat Q18 délivré par l'APAVE à l'exploitant, en date du 6/11/2023 (vérification périodique annuelle). Le rapport de vérification des installation électriques (référentiel code du travail, article R4226-16) a en outre été présenté. Il récapitule la liste des observations décrites par l'organisme vérificateur (APAVE) suivies et annotées par l'exploitant (pour les actions à réaliser). Il indique les résultats des mesurages et essais (prises de terre, continuités, dispositifs différentiels à courants résiduels, DDR à 30 mA et 300 mA) sur l'ensemble des installations électriques du site. Le document de vérification de la continuité de mise à la terre des structures métalliques de l'ensemble du site a également été présenté. Les observations de l'organisme de contrôle (APAVE) ont été suivies par l'exploitant (mises à la terre de deux équipements réalisées). Toutefois ce document fait apparaître (page 5/8, Résultats des mesures), que le support métallique après tapis scalpeur est en mauvaise continuité de mise à la terre (NS, non satisfaisant, point de référence : prise de terre poste de transformation et valeur en Ohms infinie). Cette observation n'a pas été reprise dans la synthèse (page 2) du document.  <u>Demande de compléments :</u> Vérification de la continuité de mise à la terre du support métallique après tapis scalpeur et mise à la terre si absence de continuité à la terre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois